Actes de la table ronde

Les élections au Parlement européen : état de l'eurosepticisme en France, en Allemagne et en Europe.

Quelles conséquences pour la poursuite de l'union politique européenne ?

le 2 juin 2014, à la Maison Heinrich Heine – Cité Internationale Universitaire de Paris

Intervenants-discutants

Roland Cayrol

directeur de recherche associé au CEVIPOF et fondateur de l'institut de sondages CSA

Christian Lequesne

directeur de recherche au CERI et professeur à Sciences Po

Thomas Petersen

docteur en sciences de la communication et chercheur à l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD)

Henrik Uterwedde

professeur invité à l'université de Cergy-Pontoise,
directeur adjoint de l'Institut Franco-Allemand (DFI) de Ludwigsburg

Débat animé par

Isabelle Bourgeois

maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise,
chargée de recherches au Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC)

Établissement des actes

Solène Hazouard

ingénieur d'études au CIRAC

avec le concours de **Mélanie Prieur**, aide-documentaliste au CIRAC

(Traduction des propos de Thomas Petersen : **Isabelle Bourgeois, Solène Hazouard**)

Cette rencontre était organisée par le CIRAC, le Centre de recherche Civilisations et identités culturelles comparées (CICC) de l'Université de Cergy-Pontoise (UCP), le DFI, le Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne (CIERA) et la Fondation de l'UCP, dans le cadre du cycle thématique « France-Allemagne-Europe » de l'Institut d'études avancées (IEA) de l'UCP.

MOT DE BIENVENUE

René Lasserre, Directeur du CIRAC : Je suis heureux de vous accueillir à la Maison Henrich Heine pour ce débat sur les perspectives actuelles de la construction européenne, aussi problématiques soient-elles à l'issue des élections au Parlement européen du 25 mai dernier. Il y a en effet matière à débattre.

Cette rencontre constitue le troisième volet du **Cycle thématique « France-Allemagne-Europe » organisé en 2014 par le CIRAC et ses partenaires, sous l'égide de l'Institut d'études avancées (IEA) de l'Université de Cergy-Pontoise.** Elle fait suite à deux conférences-débats qui se sont déjà tenues cette année. La première a eu lieu le 13 mars 2014 à l'Université de Cergy-Pontoise, sur le thème « *La nouvelle constellation politique franco-allemande : un nouveau souffle pour l'Europe ?* ». La deuxième, organisée le 29 avril 2014 au Goethe-Institut de Paris, était intitulée : « *Les positions française et allemande sont-elles conciliables face aux enjeux de l'union politique et de la gouvernance économique européennes ?* ». Le projet se conclura à l'automne par la tenue d'un colloque les 6 et 7 octobre 2014 au Goethe-Institut de Paris sur la gouvernance économique, financière et monétaire de l'Union européenne.

Au cours de cette table ronde, qui suit de près les élections européennes, nous allons essayer de faire un état des lieux à la fois sur l'état des opinions, sur la question de l'euro-scepticisme – et sur les perspectives et les inquiétudes qu'il peut susciter – mais aussi sur les perspectives ultérieures de la construction européenne telle qu'elle se présente dans les prochains mois, l'Union européenne (UE) étant confrontée à un certain nombre d'échéances importantes à la suite de l'élection du Parlement.

INTRODUCTION AU DÉBAT

Isabelle Bourgeois : Le 25 mai, nous avons voté – dans chacun des 28 États membres de l'UE. Certes, les grandes formations de centre-droit et centre-gauche ont remporté la majorité des sièges au Parlement. Mais dans le même temps, les extrêmes ont connu une très forte progression. À voir les résultats de ce scrutin, un certain nombre de questions se posent aujourd'hui. La plus évidente : comment se fait-il que, alors que nous pensions la paix installée définitivement en Europe après les catastrophes de la Seconde Guerre mondiale et de la partition du monde, il ait pu (re)naître tant de haine au sein des États membres ? Et comment se fait-il que cette haine se dirige – pas uniquement, bien sûr, mais principalement – contre un pays (l'Allemagne) et une personne (Angela Merkel) ?

Offensives contre Angela Merkel

Peu après les élections, Oskar Lafontaine, ancien social-démocrate passé à l'extrême gauche allemande, accuse Angela Merkel dans la presse allemande d'être la cause de la montée du Front national (FN) en France, le FN faisant ici figure d'emblème de tous les euro-scepticismes, extrémismes et autres populismes. Début mai, le mensuel français *Alternatives Économiques* titrait : « Europe – remède ou poison ? » et se lançait, comme il le fait continûment depuis plus d'un an, dans un descriptif des dysfonctionnements de l'Europe culminant dans un acte d'accusation dirigée contre la responsable de tous nos malheurs : l'Allemagne d'Angela Merkel, dès lors qu'il s'agit du respect de l'État de droit (ou de la « rigueur ») et l'Allemagne de Gerhard Schröder, dès lors qu'il s'agit du modèle social (ou du « démantèlement des acquis sociaux »). C'est à se demander si, en France, le but de ce scrutin n'était pas de porter la chancelière allemande à la tête de la Commission européenne ou à l'inverse, de lui barrer la route à ce poste...

Qu'est-ce que le Parlement européen et qu'est-ce que l'Europe ?

Alors, interrogeons-nous. Pour quoi faire au juste avons-nous placé notre bulletin dans l'urne ? C'étaient des élections parlementaires, bien. Pour certains d'entre nous, ceux qui vivent dans des démocraties parlementaires, c'est un moment important. Pour ceux dont les parlements ont tout au plus le rôle de

chambres d'enregistrement, ce moment d'expression de la volonté populaire compte moins. C'est là une lecture possible de la disparité entre les taux de participation dans les 28 États, comme du sérieux raisonné ou de la nonchalance, et parfois même de la violence avec lesquels s'est exprimé le vote protestataire. Mais ces parlementaires étaient européennes. Nous devons élire notre parlement de citoyens européens. Un étrange défi. Citoyen européen ? Drôle d'étiquette... Et ce Parlement européen, que fait-il au juste ? Nos députés à Strasbourg, nous ne les connaissons guère, à part peut-être quelques têtes de liste que nous avons découvertes peu avant le scrutin. Quant à l'adjectif européen, il est lourdement surchargé de sens les plus divers et les plus contradictoires : paix, prospérité, modèle social, mais aussi cause de toutes les crises qui nous frappent, source de tous les maux : chômage, précarisation, euro (trop) fort, perte de souveraineté nationale, immigration incontrôlée, dilution de nos valeurs, déficit démocratique, et j'en passe...

L'Europe, c'est quoi au juste ? La réponse est déterminante pour notre adhésion à ce projet de construction que nous poursuivons en commun depuis une soixantaine d'années. Mais il est impossible d'y répondre simplement, en ces 60 à 90 secondes prisées des médias, tant nos visions ont évolué au fil des décennies et tant elles évoluent au gré des mutations du monde qui nous entoure. Tant les réalités institutionnelles sont complexes et tant ce changement que nous vivons nous fait peur.

De plus, nous avons à prendre aujourd'hui des décisions lourdes de conséquences. L'Europe s'est élargie à 28 États membres, elle a une monnaie unique en vigueur dans 18 États déjà. Mais le marché intérieur est loin d'être parachevé. La mobilité des personnes et des biens est largement assurée, celle des capitaux a progressé. Maintenant se pose la difficile question de l'articulation entre les différents modèles d'État-providence. L'Union a quelques institutions communautaires. Mais leur articulation reste à définir plus précisément, aussi entre l'échelon communautaire et l'échelon national – et même l'échelon régional.

Des décisions restent à prendre

L'Europe politique reste à construire. Voulons-nous une fédération ? Si oui, ce qui est loin de faire consensus, alors comment doivent s'articuler les compétences respectives des États membres et de l'UE ? Quels rouages définir exactement pour la « démocratie représentative » sur laquelle est fondé le fonctionnement de l'UE à en croire le Traité de Lisbonne ? Qu'en est-il de cette méthode intergouvernementale – donc la prédominance de l'exécutif – qui a pris le dessus depuis 2007 dans le contexte de la gestion des crises de la finance mondiale, puis des dettes souveraines, puis de la compétitivité ?

Nous sommes arrivés aujourd'hui à une croisée des chemins. Et c'est peut-être la difficulté à affronter ce défi décisionnel qui explique le résultat du scrutin de ces élections européennes. Au fond, il semblerait que ce soit la profonde peur de décider que révèle la montée de l'euroscepticisme, du souverainisme et des populismes de tous bords.

Présentation de la table ronde

Pour en débattre, pour mieux comprendre les motivations des électeurs dans l'UE, mais aussi en France et en Allemagne (les deux pôles antinomiques et partenaires de toujours) et pour nous demander quelles peuvent être les conséquences de ce scrutin pour la poursuite de l'union politique européenne, nous avons réuni autour de cette table, par ordre alphabétique :

- Roland Cayrol, directeur de recherche associé au CEVIPOF Sciences Po et fondateur de l'institut de sondages CSA – grand spécialiste de la structuration de l'opinion, du rôle des médias sur la politique et la pratique des sondages en France ;
- Christian Lequesne, directeur de recherche au CERI, Sciences Po – politologue et grand spécialiste des questions de politique européenne ;

- Thomas Petersen, chercheur à l'Institut für Demoskopie d'Allensbach (IfD) et l'un des auteurs réguliers des « Allensbach-Analysen » dans le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. L'IfD est le premier institut d'études d'opinion né en Allemagne après la guerre, en 1947, et l'un des principaux acteurs en matière de sciences de la communication et de sciences sociales ;
- Henrik Uterwedde, directeur adjoint du DFI, le partenaire et complice de toujours du CIRAC dans nos réflexions sur le couple franco-allemand et l'Europe, et l'un des rares à maîtriser les nuances dans nos profondes différences culturelles au sein de l'UE.

EXPOSÉS DES INTERVENANTS

Christian Lequesne : Je vais essayer de prendre une perspective européenne à l'échelle des Vingt-Huit et ne pas me concentrer simplement sur la France et l'Allemagne. La première chose que nous pouvons remarquer est le maintien du taux de participation par rapport à la dernière élection en 2009, sans que nous ayons d'ailleurs de réels éléments d'explication. Vous avez certainement remarqué qu'un certain nombre d'hommes et de femmes politiques ont présenté cela comme le résultat de la politisation de l'enjeu, c'est-à-dire le fait que l'on vote pour un Parlement qui devrait, si ceci intervient, élire le président de la Commission. Je pense qu'une l'hypothèse plus plausible est qu'il existe une petite montée des extrêmes qu'il ne faut pas surestimer (ce sera mon deuxième point) et que, par définition, les extrêmes se mobilisent toujours beaucoup au moment du vote.

Maintien de l'équilibre du Parlement européen...

En effet, nous avons été, en France, très polarisés sur le résultat du FN puisque ce parti arrive en première place, avec 24 élus sur 74. Mais il ne faut pas oublier qu'en règle générale, l'équilibre du Parlement européen reste le même qu'en 2009 puisque les deux principaux groupes – le centre-droit (le Parti populaire européen, PPE) et les sociaux-démocrates de l'Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D) – continuent à avoir la majorité absolue. En outre, les libéraux restent le troisième groupe et les Verts se placent toujours en quatrième position. J'insiste sur ce point parce qu'il faut éviter ce biais français qui consiste à penser que les extrêmes ont la majorité au sein du Parlement européen. Toutefois, cela pose quand même un problème particulier à la France car, dans le Parlement européen, il est important d'avoir un maximum de députés au sein des deux grands groupes. Or c'est précisément ce que la France n'aura pas. Cela constitue un avantage pour d'autres pays comme l'Allemagne, puisque la Christlich Demokratische Union (CDU) a fait un très beau score et sera fortement représentée au sein du groupe PPE. Je pense aussi aux Italiens du Parti démocrate qui seront très représentés au sein du groupe S&D.

... malgré une montée de l'eurosepticisme

Pour ce qui est de la montée des extrêmes, il est vrai qu'en règle générale, les extrêmes, et notamment à droite – mais pas seulement si on considère la Grèce – ont tendance à gagner des voix. Il va falloir que l'on travaille très sérieusement à faire de la comparaison car il est assez difficile pour l'instant de voir un paradigme commun qui permettrait de mettre, sous un même schéma explicatif, l'ensemble des extrêmes. Les variations nationales sont extrêmement importantes. Néanmoins, dans l'ensemble, on peut quand même constater que tous ces partis sont eurosceptiques, voire europhobes. Tous ont un discours de rejet de l'*establishment*, c'est-à-dire des partis traditionnels, à l'instar de Nigel Farage à la tête du parti United Kingdom Independence Party (UKIP) au Royaume-Uni. Par ailleurs, tous ces partis sont plutôt protectionnistes en termes économiques. Nous n'avons pas l'équivalent du Tea Party américain, empreint d'une sorte de néolibéralisme libertarien. Tous ces partis ont un discours de défense de l'État social.

Logiques de vote

Dans quelle mesure cela pèse-t-il sur les votes ? C'est extrêmement difficile à dire car il n'y a pas de structuration des votes au sein du Parlement européen. Des études sur la dernière législature montrent que

dans la période 2009-2014, 30 % des votes seulement ont été motivés par la logique gauche/droite que nous connaissons dans beaucoup de pays de l'UE, 30 % par une logique de grande coalition – c'est-à-dire le S&D et le PPE ensemble –, les 40 % restants étant des votes pris par consensus à géométrie variable. Toute la question sera de savoir si les votes de grande coalition vont se renforcer avec la présence accrue des extrêmes.

Si parfois, dans la logique gauche/droite, on tolèrera que l'extrême gauche et que l'extrême droite se joignent soit aux Verts et aux socialistes pour la gauche, soit au PPE et aux libéraux pour la droite, cela n'a rien d'évident. Pour les 40 %, cela posera la question de l'implication des parlementaires européens de ces groupes dans le travail parlementaire concret. Or on constate que lors de la législature précédente, le FN – pour prendre l'exemple français – s'est très peu impliqué dans le travail parlementaire concret au sein du Parlement européen. La question est de savoir si cela va continuer sur ce modèle ou si, au contraire, il y aura, dans la lignée de ce que l'on observe dans le discours du FN en France, une forme de normalisation pour essayer d'acquérir l'image d'un parti normal. On doit se poser la question aussi pour les autres partis sachant qu'actuellement, les grandes manœuvres ont lieu pour essayer de former des groupes parlementaires. Sur ce point, le Front national n'a pas de difficulté avec le critère du nombre de membres puisqu'il faut 25 membres pour former un groupe, mais il faut que ces membres soient originaires de sept pays. Or cela est plus compliqué en raison du fait que certains partis de la droite extrême, et notamment le parti populaire danois et le parti finlandais, n'ont pas fait un très bon score. Quant au UKIP de Nigel Farage, le parti a fait savoir qu'il n'était pas question de faire alliance avec le FN en raison des déclarations sulfureuses de Jean-Marie Le Pen, le père de l'actuelle leader, sur la question des chambres à gaz, qui stigmatisent le FN y compris chez certains partis de la droite extrême.

Pour le gouvernement français qui sera obligé de travailler avec le Parlement européen – car il ne faut pas oublier qu'environ 70 % des questions qui sont aujourd'hui décidées le sont en codécision entre le Parlement européen et le Conseil des ministres – c'est à dire des 28 États –, la situation ne sera pas simple. Ce sera plus simple pour Angela Merkel, surtout dans une situation de grande coalition, car le gouvernement français ne pourra pas compter sur l'appui d'un nombre de représentants important dans les deux grands groupes parlementaires européens.

Isabelle Bourgeois : Je voudrais approfondir la situation française avant de porter le regard vers l'Allemagne. Nous allons commencer par une devinette à l'attention de Roland Cayrol. De ces tracts-appel à vote que l'on trouve dans sa boîte aux lettres la veille du scrutin, j'ai extrait deux petites phrases, que j'aimerais vous voir attribuer à leur parti respectif. La première : « *À chaque élection européenne depuis 30 ans, UMP [Union pour un mouvement populaire] et PS [Parti socialiste] font les mêmes promesses. L'UMP vous promet une Europe qui protège et le PS vous promet une Europe sociale.* » La deuxième : « *Avant chaque élection européenne, l'UMP vante l'Europe qui protège et le PS annonce l'Europe sociale. Ces belles paroles n'ont rien à voir avec la réalité ; l'Union européenne devait être la solution, elle est devenue le problème.* »

Roland Cayrol : Je dirais que l'une des deux doit être du FN et l'autre du Front de gauche.

Isabelle Bourgeois : Je peux vous aider, par une autre citation : « *En votant Front de gauche, vous pourrez aussi choisir votre non, le non de gauche. L'extrême droite, le FN, est l'assurance tout risque du système, elle le protège en désignant des boucs émissaires. Contrairement à ce qu'elle dit, le problème n'est pas l'immigré, c'est le banquier.* »...

Roland Cayrol : Je souhaiterais commencer par évoquer la relation des Français à l'Europe telle qu'on peut la regarder dans les sondages d'opinion. On dit beaucoup de choses très simplificatrices et qui sont souvent erronées. Il fut un temps, jusqu'aux années 1970, où l'on pouvait facilement isoler dans l'opinion française des gens qui étaient pour l'Europe et des gens qui étaient contre l'Europe. On pouvait dire que les électeurs se réclamant du gaullisme et du communisme – qui à l'époque pesaient beaucoup – étaient

hostiles à l'intégration européenne et tous que les autres y étaient favorables. Nous avons donc, selon les moments, une grosse et une petite moitié de Français qui s'opposaient sur la question européenne.

Adhésion et réticences à l'égard de l'Europe

Cette période est révolue. Pourtant on continue à réaliser des sondages un peu fallacieux sur le fait de savoir si on est pour ou contre l'intégration européenne et l'accélération de l'unité européenne. La vérité que nous montrent tous les jours les enquêtes qualitatives en profondeur, c'est que, désormais, presque chaque citoyen français ressent un mélange d'adhésion à l'Europe et de réticence ou de crainte à l'égard de l'Europe. Il n'y a plus d'opposition entre des Français pro-européens – qui avaient à un moment mis la France en tête des pays les plus européens de l'eurobaromètre – d'un côté et, de l'autre, des anti-européens qui ne voudraient pas de cette Europe. Tout le monde est partagé.

Au fond, l'énorme majorité des Français dit être favorable à l'Europe car c'est bon pour la France, pour l'avenir, pour leurs enfants et car, d'une certaine façon, c'est naturel. Comme le disait François Mitterrand dans une phrase qui serait adoptée par l'immense majorité des Français : « *L'Europe est l'avenir de la France.* » Tout cela est accepté très massivement dans l'opinion publique, pratiquement tous courants confondus. C'est énorme, bien qu'on l'oublie dans les élections européennes. Le substrat pro-européen de ce pays est largement dominant.

Mais en même temps, au fur et à mesure que les années passent, est née une réticence ou une crainte par rapport à l'Europe sur deux thèmes. Le thème de notre fameux modèle social : nous sommes très fiers d'avoir dans ce pays le plus beau modèle social du monde, même quand c'est faux. Nous sommes persuadés d'avoir les taux de remboursement d'assurance maladie les meilleurs au monde alors que nous figurons au 11^e rang. Par conséquent, nous ne voulons surtout pas que les autres – et notamment Bruxelles – nous empêchent de bénéficier de ce superbe modèle social. Il existe donc une crainte que l'accélération de l'Europe fasse un nivellement sur le modèle des moins chanceux – c'est souvent les Portugais que l'on cite dans ces cas-là dans les enquêtes qualitatives – et que nous y perdions. La deuxième cause de réticence est notre mode de vie : les Français sont persuadés que la France – et d'ailleurs chaque membre d'une région pense que sa région et sa commune plus encore – est l'endroit où il fait le meilleur vivre au monde. Si Dieu a mis une semaine pour fabriquer le monde, il s'est arrêté plus d'une journée pour faire la seule France. La crainte de l'Europe – qui est la même que la crainte de la mondialisation – c'est celle de l'uniformité technocratique des normes qui vont petit à petit nous priver de notre art de vivre, c'est-à-dire de notre gastronomie. Un jour, la Commission européenne, dans un bon mouvement, avait décidé que l'on pouvait faire une exception à l'utilisation du lait pasteurisé pour les produits laitiers et accepter le lait cru dans les régions de production où c'était une tradition culturelle. Or l'opinion française a immédiatement compris que les technocrates bruxellois voulaient nous empêcher de fabriquer du camembert au lait cru. Cette histoire, qui a plus de 20 ans, est restée incroyablement vive dans les mémoires.

Cette double réticence a pris corps progressivement. Elle a été rejointe plus récemment par une raison qui touche à la crise et qui est plus profondément politique. Cela ne va pas dans ce pays : les gens sont taraudés par le chômage sans cesse croissant, ils sont inquiets par rapport à leur pouvoir d'achat et ils ont peur pour l'avenir de leurs enfants dans cette situation de crise qui se prolonge. Or, dans ce cas, on s'en prend aux décideurs – notre gouvernement, notre président de la République et l'Europe – qui font que malgré toutes les promesses politiques, nous ne sortons pas de la crise. On sait bien que l'Europe prend désormais de nombreuses décisions. Par conséquent, l'Europe ne réussit pas mieux que notre gouvernement et notre Parlement. Il est donc normal que l'on en veuille autant aux autorités européennes que l'on en veut aux autorités françaises. Je rappelle que le président de la République est au plus bas dans l'histoire de nos sondages. Les uns et les autres sont pris dans ce même mouvement de critique et de scepticisme. Les responsables politiques ne sont pas capables de nous sortir de la crise, ce qui veut dire que la politique qu'ils mènent n'est évidemment pas la bonne puisqu'elle n'a pas de résultat.

Je ne voudrais pas que l'on imagine qu'un courant d'opinion eurosceptique est en train de se créer. Il s'agit plutôt d'un mélange extrêmement compliqué d'adhésion profonde à l'unité européenne et de scepticisme. Bien souvent, quand on demande aux Français s'il vaut mieux régler au niveau national ou au niveau européen les problèmes ayant trait au chômage, à l'environnement ou à la sécurité ils répondent à une énorme majorité qu'il serait plus efficace de résoudre ces problèmes au niveau européen, y compris quand ces personnes figurent parmi les eurosceptiques. Je rappelle par ailleurs que plus des deux tiers des Français n'entendent pas que l'on quitte jamais l'UE et que les trois quarts ne veulent pas du tout que l'on quitte l'euro. Au-delà de l'analyse des résultats électoraux, on observe ainsi, dans les enquêtes d'opinion dont nous disposons, que l'euroscepticisme n'a pas envahi les consciences de ce pays. C'est plus compliqué que cela.

Isabelle Bourgeois : Cette complexité des attitudes et des mentalités que vous décrivez, je crois savoir qu'elle se retrouve aussi en Allemagne et qu'elle est peut être l'une des explications de la montée du nouveau parti eurosceptique Alternative für Deutschland (AfD), bien que la situation soit moins dramatique qu'en France.

Thomas Petersen : La plupart de ce qui vient d'être dit est applicable à l'Allemagne, avec certaines nuances certes, et dans un contexte différent. Nous ne traversons pas la crise structurelle et économique que connaît actuellement la France, mais nous l'avons subie il y a dix ans. Il est intéressant de revenir sur l'histoire et sur l'attitude de la population allemande envers l'intégration européenne. Le tout premier sondage de l'Institut für Demoskopie d'Allensbach fut mené en 1947, dans la zone d'occupation française, auprès d'écoliers et d'étudiants. La famine régnait, les Allemands étaient désorientés. On demanda alors aux sondés : « *Vous intéressez-vous à la politique, aux partis nouvellement fondés ?* » Le processus de création de la République fédérale d'Allemagne se mettait alors en place, et une immense majorité répondit qu'elle ne voulait plus jamais avoir affaire avec la politique. L'enquête comportait ensuite quelques questions sur ce qu'on nommait alors les États-Unis d'Europe. Les réponses apparurent comme un rayon de soleil dans toutes les réponses teintées de déprime. En 1947, après des guerres et des dictatures dévastatrices et après un siècle marqué par de violents et nombreux conflits entre Européens, les Allemands estimaient qu'une organisation commune au continent serait peut-être la seule perspective d'avenir. Cette tendance se poursuivit dans les années 1950 et 1960. À cette époque, ce rêve commença à se concrétiser avec une rapidité que les deux générations précédentes n'auraient pu imaginer. À partir de la fin des années 1960, on constate que plus ce rêve se concrétisait, plus les gens s'apercevaient que l'Europe ne constituait pas la panacée et qu'elle devait être organisée. Il y avait des malentendus à résoudre et des compromis à négocier, ce que ne souhaitaient pas réellement les Anglais. Puis surgirent des différends avec Charles de Gaulle, et il fallut trouver des compromis. Les problèmes et les querelles sont continuels.

Ainsi, une certaine lassitude est venue altérer le caractère globalement europhile des Allemands exprimé sur toutes ces années. Lorsqu'on questionne la population allemande sur l'Europe aujourd'hui, elle s'empresse d'exprimer son mécontentement envers la bureaucratie de Bruxelles et se plaint de l'ingérence de l'Europe dans tous les domaines. Au cas du camembert évoqué par Roland Cayrol correspond en Allemagne celui de la loi allemande sur la pureté de la bière que les Européens ont voulu interdire. Or les Allemands de leur côté exigent que la bière de moins bonne qualité ne puisse pas arriver sur leur territoire. Il s'agit ici d'une querelle superficielle typique, qui apparaît partout dès que les choses commencent à devenir sérieuses.

Ce mécontentement n'apparaît qu'en surface. Car la sympathie des Allemands pour l'Europe est restée constante. Même dans les moments critiques, la grande, voire l'écrasante majorité des Allemands reste disposée à payer pour l'intégration européenne, et ce malgré le mécontentement face à la bureaucratie, au manque de consensus et à la situation difficile de l'économie européenne. Les Allemands déplorent également que les pays de l'Europe du Sud comme l'Italie ou la Grèce, qui ont intégré l'euro sur la base de statistiques erronées, tendent la main en demandant aux Allemands de payer maintenant que l'argent facile s'est fait rare. Il n'est pas simple pour les responsables politiques de convaincre les citoyens qu'ils

se doivent pourtant de le faire. Cela explique la présence de partis euro-critiques en Allemagne, bien qu'il semble étonnant qu'ils n'aient pas pris plus d'importance. Cela dit, sous les tracas du quotidien demeure la conviction inébranlable que cette Europe commune en vaut le prix.

Isabelle Bourgeois : Mais qu'en est-il de l'AfD, ce nouveau parti qui a défrayé la chronique ? Ressemble-t-il au FN, ou encore au Front de Gauche ?

Thomas Petersen : l'AfD n'est pas le FN. Il convient avant tout de noter qu'il n'a rassemblé que 7 % des voix. C'est un fait qui mérite d'être souligné, compte tenu des difficultés que traverse l'Europe. Cela signifie que contrairement à la France, l'Allemagne n'a pas connu de séisme politique, mais plutôt un déplacement – explicable – des voix.

L'AfD n'est pas le FN, il ne se situe pas à l'extrême droite du spectre politique. C'est au contraire un parti qui, bien que conservateur en ce qui concerne les valeurs de la société, est très libéral en matière économique : il a été créé et est dirigé par des économistes. Les opinions qu'il représente s'inscrivent toutes dans le camp libéral-conservateur, de même que ses membres et ses électeurs se recrutent parmi les adhérents des partis de l'Union (la CDU et la Christlich-Soziale Union, CSU) ; le président de l'AfD fut longtemps membre de la CDU. La seule raison d'être de ce parti est de rassembler ceux qui, en Allemagne, sont contre l'euro – pas tant l'Union européenne que la monnaie commune. Si, pour une raison ou une autre, l'AfD obtenait la majorité absolue lors d'élections anticipées au Bundestag, il n'y aurait pas à s'inquiéter pour la démocratie ni pour les droits de l'Homme, et pas non plus pour l'Union européenne. Et l'euro ne serait pas en danger non plus, puisqu'il est impossible de faire machine arrière.

En revanche, la montée de l'AfD révèle une tendance bien plus inquiétante à un autre niveau. Ce parti est nationaliste, au sens originel du terme : il n'est pas d'extrême droite, c'est-à-dire ni militariste ni agressif, mais ses positions sont toutes centrées exclusivement sur la Nation et la question de savoir ce qui est immédiatement profitable à l'Allemagne, l'AfD rejetant tout ce qui ne l'est pas. C'est là la conséquence d'une gigantesque erreur que nous avons commise en Europe au cours des vingt ou trente dernières années : celle de toujours justifier la progression de l'intégration européenne par la raison économique. Nous n'avons cessé d'affirmer que l'introduction de l'euro nous apporterait croissance et emplois. Tant mieux s'il en est ainsi. Mais ce n'était pas la vraie raison de la création de la monnaie unique. Donc quand on ne cesse d'avancer une justification économique et que, soudain, l'Europe se met à traverser une crise économique, il est parfaitement naturel de penser que l'euro était un mauvais choix, puisqu'il n'a pas tenu ses promesses. La montée de l'AfD n'est que la réponse au fait que nous avons omis de dire pourquoi nous construisons l'Europe ; en ce sens, elle n'a pas de quoi nous inquiéter outre mesure.

Isabelle Bourgeois : J'aimerais demander à Henrik Uterwedde d'évoquer les souverainismes ou les nationalismes. Où les trouve-t-on ? Comment s'expliquent-ils ? En France, y a-t-il aussi le même problème d'une mauvaise communication, d'une mauvaise explication de la finalité de l'intégration européenne, et surtout de la monnaie ?

Henrik Uterwedde : Je partage le point de vue de Thomas Petersen. L'AfD constitue 7 % de l'électorat. En ajoutant 1 % de néo-nazis du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD), cela représente 8 %. En France, si l'on additionne le FN, le Front de gauche et les quelques souverainistes, qui partagent la même haine contre le soi-disant libéralisme, contre l'Europe et contre le principe de responsabilité d'un parti de gouvernement, on arrive à environ 36 %. Thomas Petersen a bien expliqué la nature très différente des eurosceptiques allemands et français. Par exemple, dans le *Nouvel Observateur* de la semaine dernière, les deux pages du philosophe Michel Onfray sur les élections européennes dénoncent à plusieurs reprises le libéralisme et l'Europe libérale, coupables de tous les maux. Or on se demande quel est le degré de libéralisme de l'UE. Est-ce que les règles budgétaires sont du libéralisme ? Ce genre de débat n'existe pas en Allemagne.

Le vote allemand aux dernières élections européennes

Qu'est-ce qui pousse les électeurs à voter pour un parti ou pour un autre ? Plusieurs facteurs entrent en jeu. En France, il s'agit de prendre position par rapport à l'Europe ou de sanctionner le président de la République et l'austérité. En Allemagne à l'inverse, l'économie se porte bien. La grande coalition vient de dépenser beaucoup d'argent sur le volet social – sans nécessairement penser à l'avenir du pays. Le taux de chômage est d'environ 5 %. Pourquoi les Allemands sanctionneraient-ils Angela Merkel ? Par ailleurs, les craintes des Allemands vis-à-vis de l'euro sont un peu diffuses, sauf celles – qui ont toujours existé – sur le danger que les citoyens allemands puissent être contraints de payer pour tous les « cancras » de l'Europe réunis.

Le vote allemand aux élections de mai fait apparaître un élément très intéressant. Le parti bavarois, la CSU, a cru bon de se distinguer de la CDU pour jouer sa propre partition. Il a placé en tête de liste Peter Gauweiler, un eurosceptique avéré et prononcé. Dès lors, tandis que la CDU d'Angela Merkel a gagné en pourcentage de votes, la CSU bavaroise a chuté de 10 points, comme si les électeurs exprimaient le fait que quitte à être contre l'euro et à être eurosceptique, mieux valait voter pour l'AFD.

Manque de communication autour de l'Europe

Cela m'amène à la question de la communication autour du projet européen. Sur ce point, je pense qu'il y a un manque de repères sur l'Europe, pas seulement en France, mais dans de nombreux pays européens, y compris en Allemagne. Comment voulez-vous que les gens se déplacent aux urnes, votent pour des partis « responsables » et se mobilisent pour l'Europe si les responsables politiques et les partis principaux ne font pas montre de foi en l'Europe ? Lors du deuxième débat de ce cycle thématique le 29 avril dernier, l'ancien député européen Jean-Louis Bourlanges – l'un des rares à s'être investi pendant plus de 15 ans à Bruxelles sans utiliser ce mandat comme tremplin pour des choses plus nobles à Paris – a dit, avant les élections : « *L'offre politique en France – mais aussi dans les autres pays – est tellement médiocre vis-à-vis des électeurs. Comment voulez-vous que les gens se mobilisent pour aller voter pour l'Europe ?* » Nos gouvernements n'ont plus la foi européenne et ne sont plus capables d'expliquer l'Europe. Sur ce point, je donne raison à Thomas Petersen. Helmut Kohl parlait de l'euro en d'autres termes. On a beaucoup ri sur le fait que pour lui, l'euro était une question de guerre et de paix. Il a dit à tous ceux qui étaient contre l'euro – les banquiers et les milieux financiers en Allemagne – que la monnaie européenne était trop importante pour la laisser aux seuls spécialistes de l'économie et des finances. Et il a eu raison.

Mais cette foi européenne a été perdue en France depuis très longtemps. En Allemagne, je le crains aussi depuis Helmut Kohl. Gerhard Schröder et Angela Merkel ne sont pas des européens patentés. Par conséquent, je pense que l'un des problèmes est que tout part du sommet. Toutefois, cela ne nous dédouane pas en tant qu'électeurs et citoyens de nous mobiliser pour une Europe meilleure. J'émettrais donc quelques réserves sur la stabilité de la participation et sur le résultat assez rassurant en Allemagne.

L'Allemagne ne traverse certes pas les problèmes politiques de la France mais, en Europe, les problèmes des autres sont aussi les nôtres. Est-ce que le fait de dire qu'au fond, on est pour l'Europe, suffira à l'avenir quand les décisions à prendre auront un impact plus net sur le mode de vie et sur le cœur de la souveraineté ?

Roland Cayrol : J'aimerais introduire deux nuances. Premièrement, j'estime qu'il n'est pas complètement légitime « politologiquement » et qu'il n'est jamais bon pour comprendre le spectre politique d'additionner la gauche de la gauche et l'extrême droite. Il ne faut quand même pas oublier que, par ailleurs, tout les oppose et qu'ils sont les pires ennemis. Sur l'Europe également, il me semble que la prose du Front de gauche n'a pas grand rapport avec celle du FN. Le Front de gauche ne demande pas de quitter l'Union européenne et Jean-Luc Mélenchon n'a jamais demandé de quitter l'euro. Le parti s'en prend en effet au libéralisme, incarné notamment par Bruxelles mais aussi par notre gouvernement. C'est

une position sur l'orientation qui est donnée aux politiques. Toutefois, je ne classerais pas le Front de gauche – tous courants confondus – parmi les anti-européens.

Deuxièmement, je partage votre avis sur l'offre politique en France. Pendant la campagne électorale, sur Internet, de nombreux textes de journalistes ou de dirigeants politiques de la CDU ou du parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) venaient expliquer et défendre l'Union européenne. Or cela n'a pas du tout existé en France. Les deux grands partis gouvernementaux, l'UMP et le PS, ont en permanence critiqué les manques de l'Europe. Nous avons pris l'habitude d'avoir des gouvernants en France qui considèrent Bruxelles comme le 29^e État de l'Union européenne qui impose sa loi à tous les autres. Nous avons pris l'habitude d'avoir un spectre gouvernemental centre-gauche centre-droit qui n'est que critique à l'égard de l'Europe. Si dans leurs textes fondamentaux, il est toujours inscrit quelque part qu'ils sont pour l'Union européenne, ils ne la défendent pas et ne la valorisent pas. Cette campagne était de ce point de vue absolument lamentable.

Deux petits partis ont progressé. Mes confrères de l'Ifop ont fait un *rolling poll* pendant toute la campagne, avec une injection tous les jours de nouveaux échantillons. Ils ont commencé le 10 avril pour terminer la veille de l'élection. Selon ces sondages, les deux seuls petits partis qui progressent sont les centristes et les Verts, qui sont précisément les deux seuls qui ont fait campagne pour l'Europe. Ils ont pris des voix aux partis gouvernementaux qui n'osaient pas avouer qu'ils étaient pro-européens. Par conséquent, l'offre politique montre que la situation est bien pire en France qu'en Allemagne.

Thomas Petersen : En Allemagne aussi, les partis démocratiques manquent de vigueur dans leur promotion de l'Europe. C'est une question de génération aussi. J'ai toujours en tête cette phrase de Wolfgang Schüssel, l'ancien chancelier autrichien, qui disait que si vous voulez comprendre l'enjeu européen, alors il faut aller dans les cimetières des villages et regarder les monuments aux morts. Mais le problème, c'est que la génération qui a vécu les guerres s'éteint progressivement, et que ces guerres ne sont qu'un lointain souvenir pour les générations suivantes. Si nous voulons que l'idée d'Europe reste vivante, il faut donc la promouvoir activement. J'ai l'impression que nous commettons à propos de l'Europe la même erreur qu'en Allemagne après l'Unité : nous étions alors convaincus que le progrès qu'apportent la démocratie, la liberté et l'État de droit était si évident qu'il n'était pas besoin de l'expliquer activement. Au contraire, il faut sans cesse expliquer ce que nous apporte l'Europe. Je me souviens d'un incident révélateur. C'était juste avant les élections européennes de 2009, dans le cadre d'une conférence tenue par un député européen du PPE sur les négociations du futur Traité de Lisbonne. Au détour d'une phrase sur la révision en cours du texte du projet de traité constitutionnel rejeté par la France et les Pays-Bas, il glisse : « *Nous nous sommes débarrassés de toutes ces choses inutiles comme l'hymne et le drapeau.* » Croire que des symboles ne sont pas importants est une grave erreur d'appréciation ; ce sont eux au contraire qui permettent de s'identifier avec l'Europe.

J'aimerais aussi nuancer les propos de Roland Cayrol. Si, je pense qu'il faut mettre dans la même catégorie les extrêmes de droite et de gauche, même s'ils se distinguent sur de nombreux points. Car à l'échelle gauche/droite du spectre politique s'en ajoute une autre : celle où s'opposent libéralisme et autoritarisme. Et c'est cela que partagent les extrêmes de gauche comme de droite : ils mènent tous une lutte contre l'État libéral et contre l'Europe.

Roland Cayrol : Certes il est possible de faire ce choix politique, mais le faire sur l'Europe, je pense que c'est une erreur. Leurs positions en France sur l'Europe ne sont absolument pas les mêmes. Le Front de gauche n'est pas pour la sortie de l'Europe ni de l'euro alors que le FN et les souverainistes comme Nicolas Dupont-Aignan sont pour la sortie de l'Union européenne. Il s'agit là d'une différence majeure.

Isabelle Bourgeois : Quelles raisons invoquent-ils, les uns pour y rester, les autres pour en sortir ? N'y a-t-il pas aussi un problème de manque d'information du citoyen ?

Christian Lequesne : Pour revenir sur la situation extrême gauche/extrême droite en France, je suis assez d'accord pour dire qu'il faut les distinguer. Le rapport à l'Europe est selon moi tout aussi négatif à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite mais pour des raisons complètement différentes. Dans le fond, l'extrême gauche est plus représentative du problème très français du rapport au libéralisme. Il s'agit d'une idiosyncrasie, d'un problème français lié à l'histoire du pays et au fait que la pensée libérale a été faible dans le développement de la pensée politique française. En effet, l'État était très puissant. Le libéralisme reste aujourd'hui complètement inscrit dans le sens commun comme quelque chose de négatif. J'ai dit récemment à un homme politique de l'UMP qu'il valait mieux choisir la voie du recentrage plutôt que celle de la droitisation. Nous sommes arrivés à la conclusion que le seul mot qu'il ne fallait pas utiliser pour créer de l'adhésion, c'était le mot libéralisme. En France, il faut parler de la réforme de l'État, ce qui n'est pas complètement la même chose.

Je suis assez d'accord sur l'absence de grand pédagogue aujourd'hui dans les partis traditionnels. J'ai eu l'occasion de dire dans la presse que Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing n'avaient pas de descendants. Mais je pense qu'il y a une explication à cela : c'est lié au fait que les deux grands partis sont aussi divisés sur la question européenne à l'intérieur et, partant, qu'il n'y a pas de prime à la carrière politique pour celui qui choisirait de « vendre » l'Europe au sein du PS ou de l'UMP. Si l'on est plutôt de centre-droit, mieux vaut le faire au sein de l'Union des démocrates indépendants (UDI) et du Mouvement démocrate (Modem). C'est beaucoup plus simple qu'au sein de l'UMP. Quant au PS, il reste profondément divisé par les résultats du référendum de 2005.

Comment légitimer l'Europe à partir des valeurs ?

Enfin, je partage l'idée qu'aujourd'hui, il devient beaucoup plus difficile, non seulement en France et en Allemagne, mais aussi dans les pays de l'UE, de légitimer l'Europe à partir des valeurs dans un discours politique crédible. Je me suis beaucoup intéressé à l'élargissement aux Pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Mes collègues tchèques, polonais et slovaques me disent que les hommes politiques de leur pays ne peuvent plus utiliser aujourd'hui l'argument des valeurs. C'est quand même extraordinaire, quand on pense que le combat de la dissidence sur le retour à l'Europe était avant tout un combat de valeurs ! Aujourd'hui, il faut légitimer l'Europe par l'utilitarisme et par l'économie : qu'est-ce que cela nous a apporté, quid de l'égalisation des salaires... ? Il est très difficile pour un homme politique aujourd'hui dans un pays comme la France ou l'Allemagne d'utiliser un discours sur les valeurs qui soit considéré comme crédible dès lors que l'on parle de l'Europe. Mais il n'en demeure pas moins que d'un point de vue normatif, je partage votre sentiment sur le fait que c'est ce qu'il faudrait faire. Toutefois, d'un point de vue électoral, je ne suis pas sûr que ce soit une façon de recueillir l'adhésion des électeurs.

Roland Cayrol : Je suis d'accord avec Christian Lequesne. Je pense d'ailleurs que le discours de valeurs fuit progressivement toute la politique, pas seulement sur l'Europe. Dans chacun de nos pays, le discours sur les valeurs diminue parce qu'il y a la crise bien sûr, mais peut-être aussi parce que toutes ces valeurs fortes et fédératrices de paix et de démocratie qui ont justifié les avancées européennes sont devenues molles. Aux yeux de l'opinion, elles n'ont plus besoin d'être défendues dans la mesure où elles sont acquises et semblent aller de soi.

Thomas Petersen : Je suis moins pessimiste face à cette évolution assez récente. Car je pense que personne, au plus tard depuis le départ de Helmut Kohl, n'a plus réellement tenté ce discours de valeurs. Et aujourd'hui, la crise en Ukraine modifie la donne, ce que révèlent nos sondages. Quand on demande aux Allemands de dire ce qu'est pour eux l'Europe, ce qui est le plus important à leurs yeux, ils répondent beaucoup plus souvent que ces dernières années encore qu'elle œuvre pour la paix. Ainsi, tant que toutes ces valeurs ne semblent pas menacées, on les perd de vue. Quand François Mitterrand, dans son dernier grand discours devant le Parlement européen, assénait : « *Le nationalisme, c'est la guerre* », il ne récolta que railleries. Cette phrase est pourtant plus vraie que jamais. Et j'aimerais entendre plus souvent les responsables politiques allemands en prononcer de semblables pour rappeler ce qui importe réellement.

Henrik Uterwedde : Vladimir Poutine semble nous rappeler à point nommé que nous avons besoin de la volonté de partager des valeurs, mais aussi des intérêts fondamentaux, et que, isolés, nous ne sommes rien ou presque.

Quelle Europe voulons-nous ?

Nous ne sommes pas pour ou contre l'Europe. Je pense que nous avons dépassé ce stade. L'Europe existe et de plus en plus de décisions politiques européennes sont des choix de politique économique et sociale. Il faut donc se poser la question suivante : quelle Europe voulons-nous ? Il y a de la place pour des arguments socialistes, keynésiens, conservateurs et libéraux. C'est une lutte d'idées légitime. D'ailleurs les élections au Parlement européen devraient être l'occasion de parler de cela. Dans ce contexte, il est complètement légitime, nécessaire et même inévitable que s'opposent plusieurs visions politiques, de l'économie et de la société parce que cela fait partie de la démocratie. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue ce qui est secondaire et ce qui est essentiel. Nous appartenons à une communauté de destin, à une Europe commune dont nous avons besoin. Il n'y a pas qu'une seule voie possible. Il faut savoir mener de bonnes querelles, utiles, sur des vrais enjeux, sans perdre de vue ce qui nous unit. Dans cette dialectique, l'avantage psychologique est peut-être aux Allemands parce que ce sont les députés allemands de centre-gauche et centre-droit qui vont décider au Parlement européen, composé majoritairement de socialistes, de sociaux-démocrates et de députés du PPE. Ce sont eux qui vont trouver – je l'espère – les compromis nécessaires pour faire avancer l'Europe.

Vers une culture du compromis ?

Du point de vue des institutions, l'Europe repose sur le compromis. Au Parlement européen, l'Europe s'apparente à une grande coalition permanente entre les deux forces politiques. En outre, au Conseil, il est nécessaire de trouver des majorités parmi les 28 gouvernements représentés. Par conséquent, il faut avoir le sens du consensus et du compromis. Or cette situation est connue dans la vie politique allemande, qui dispose actuellement d'une grande coalition. Les quatre grands partis n'ont aucun état d'âme à travailler ensemble quand l'électeur l'a voulu. En France en revanche, on retombe facilement dans le manichéisme du libéralisme et de l'austérité néfastes face à la bonne voie socialiste. Sur ce point, je souhaite que la culture politique française puisse progressivement évoluer dans un sens qui valorise davantage la recherche de compromis. Ce n'est pas un mauvais mot, malgré ce que certains disent. Sans cet esprit, nous ne serons pas capables de mener des batailles politiques et d'affronter des controverses au niveau européen.

Roland Cayrol : Nous sommes dans une union où la majorité des pays pratique la représentation proportionnelle pour les élections parlementaires. Les gouvernements procèdent de la représentation proportionnelle et du Parlement. Cela engendre ainsi des alliances et, partant, cette nécessité de compromis. D'une certaine façon, les habitants de ces pays regardent le Parlement européen comme une institution qui ressemble au Parlement national : des endroits où l'on parle, et où il faut se mettre d'accord. Ce n'est pas le cas pour les Britanniques et les Français. En ce qui nous concerne, les élections européennes sont les seules élections où nous votons à la représentation proportionnelle. C'est la raison pour laquelle, depuis les premières élections au Parlement européen au suffrage universel direct en 1979, tous les commentaires des journalistes et des hommes politiques le soir du scrutin se révèlent faux. Ils disent à chaque fois que les lignes politiques habituelles ont été absolument effacées et que rien ne sera plus comme avant. Or nous revenons toujours à la logique du système majoritaire en France. Par conséquent, nous verrons que ce sera tout aussi faux cette fois-ci.

Logique majoritaire en France et en Grande-Bretagne vs logique proportionnelle

En France, il est très étrange de voir une campagne électorale pour les élections européennes qui se joue sur un scénario gauche/droite, alors que le citoyen de base – qui ne sait déjà pas à quoi sert le Parlement européen – s'aperçoit ensuite que ces personnes venues débattre selon une logique gauche/droite vont

toutes se mettre d'accord demain sur l'ensemble des textes qui seront votés au Parlement européen, et sur la désignation du président du Parlement européen et du président de la Commission. Cela semble davantage incompréhensible chez les Britanniques et les Français parce que la logique majoritaire s'oppose à la logique proportionnelle. Mais je pense voir aussi dans certaines enquêtes portant sur certains autres pays proportionnalistes un décalage entre l'habitude d'un combat gauche/droite et une Europe qui efface ce combat, parce que la gauche et la droite deviennent la même chose. Sur ce point, il est sûr que nous avons des progrès à faire. Mais les partis politiques aussi ont quelques progrès à faire pour nous expliquer tout cela.

Isabelle Bourgeois : Thomas Petersen, est-ce qu'en Allemagne aussi, une polarisation gauche/droite commence à se dessiner à la marge ? Je pense par exemple aux conflits internes entre le centre et la gauche du SPD. Ou est-ce que la question n'a pas de sens par rapport à des pays comme la France ou la Grande-Bretagne ?

Thomas Petersen : En Allemagne, on observe ces dernières décennies une décrispation progressive du débat droite/gauche. Des années 1950 jusque dans les années 1990, les deux camps, de poids comparable, étaient en nette confrontation : d'un côté les chrétiens-démocrates et les libéraux, de l'autre les sociaux-démocrates et, plus récemment, les Verts. Les électeurs s'identifiaient alors très fortement à leur parti, et perdre une élection était ressenti comme une catastrophe. Mais au fil des mutations de la société, l'identification avec les partis politiques s'est affaiblie, la propension des électeurs à changer de camp au gré des élections augmentant dans le même temps. Le rapport des citoyens à l'État s'est modifié. Auparavant, ils se sentaient dépendants de l'État, attendant de lui directives ou prestations, mais ne se sentaient pas partie intégrante de cette collectivité. Dans une étude en sciences politiques des années 1950, la société ouest-allemande était présentée comme ayant toutes les caractéristiques d'une « *subject political culture* », ce qui a été fort malencontreusement traduit par « *Untertankultur* », c'est-à-dire une culture de sujétion, ce qui est totalement inadapté.

L'approche des Allemands a évolué au fil des décennies. Ils sont de plus en plus nombreux aujourd'hui à penser que leur participation à l'État est réelle. Sous le discours sur la désaffection du politique se cache en réalité un engagement politique plus prononcé que jamais, comme le montre l'augmentation de la part de ceux qui affirment que, quand on veut, on peut faire changer les choses. Dans cette approche, qui est celle d'une culture de la participation (la « *participative political culture* », que décrivent Almond/Verba dans leur ouvrage *The Civic Culture* paru en 1963), le citoyen se voit comme acteur. Et dès lors, il ne ressent plus comme une catastrophe le fait que le « mauvais » parti soit au gouvernement, mais considère que cette situation peut être changée. Certes, la confrontation entre les camps politiques perdure, mais elle a perdu son caractère conflictuel. L'Allemagne est aujourd'hui une démocratie mature.

Christian Lequesne : Je trouve intéressant ce que vous dites, parce que cela rejoint finalement la culture du libéralisme. C'est la culture du libéralisme qui consiste à penser que la société doit d'abord s'organiser avant d'attendre de l'État. Sur ce point, il y a peut-être une différence importante avec la France. Il m'a frappé de constater que la région Ouest est celle qui vote le moins pour le FN. En effet, dans le Grand Ouest, le FN n'arrive pas en tête. Toutes les études sociologiques nous disent que c'est une région où le tissu social est très structuré, avec de nombreuses associations, une prise en charge du quotidien et une résolution des problèmes par les individus et par la société. Il y a peut-être un lien ici – qui est aussi important que la question de la présence ou non des immigrés – dans l'explication de la variable de vote.

Roland Cayrol : Je suis tout à fait d'accord avec cela. Cela fait un moment que cela se voit dans l'Ouest. Toutefois, on peut avoir une vision légèrement plus pessimiste en disant que cela s'est un peu moins vu cette fois-ci et qu'on observe une nationalisation de l'influence du FN.

Isabelle Bourgeois : De manière générale, la répartition territoriale des votes pour différentes formations n'est-elle pas liée aussi à un écart d'information entre les grands centres urbains et la périphérie ? Une étude

française a montré qu'à Paris et dans les grands centres urbains, les voix allaient avant tout vers les partis établis et que les zones rurales ayant un accès restreint aux journaux étaient marquées par la présence plus importante des votes extrêmes. La question clé qui se pose en France depuis le non au référendum en 2005 est de savoir quel est le rôle des médias, de l'information et de l'école. J'ai en effet l'impression que nous sommes des citoyens peu éclairés, en comparaison avec l'Allemagne qui a tout un système démocratique, médiatique et – en partie – scolaire qui veille à la formation et l'éducation à l'Europe.

Roland Cayrol : Il est clair que les médias ne jouent pas suffisamment bien leur rôle en France. À la fin de la campagne européenne, toutes les chaînes se sont battues pour ne pas retransmettre le débat entre les prétendants à la présidence de la Commission européenne. Même le service public – sur n'importe laquelle de ses chaînes – a refusé de le diffuser. Ils ont accepté de le faire seulement sur Internet, avec l'idée que dès que l'on parle de l'Europe, l'audience fuit. En effet, à chaque fois que des émissions télévisées ont été diffusées autour des objectifs européens et des débats intereuropéens, cela n'a pas bien fonctionné. Les médias sont coupables, mais les citoyens pourraient aussi de temps en temps jouer à être un peu responsables. Nous avons voté pour des élections européennes et pourtant, dans nos enquêtes, nous n'avons pas rencontré de citoyen européen qui sache ce qu'est le Parlement européen. Nous n'éprouvons même pas le besoin de savoir pourquoi on va voter. Il y a là quelque chose qui en dit long, non pas sur la désaffection par rapport à l'Europe en général – l'idée européenne, je le disais, fonctionne toujours bien – mais par rapport aux institutions européennes. On constate le manque de pédagogie et de volonté d'apprendre.

Isabelle Bourgeois : Rappelez-vous 2005 : l'information sur le projet de traité constitutionnel était plutôt rudimentaire. En France, le texte n'était disponible nulle part, sauf environ trois semaines avant le référendum, dans un seul quotidien : *L'Humanité*. Dès lors, quel crédit accorder à la valeur de l'objectivité du texte ? Certes, peu avant le vote, les citoyens ont reçu le projet de traité constitutionnel dans leur boîte aux lettres, mais nulle part dans les médias, nous, citoyens français, n'en avons été informés. Alors qu'en Allemagne, ce texte était accessible partout.

Henrik Uterwedde : Je ne serais pas d'accord sur ce point. Dans la campagne de 2005 pour le traité, le texte était dans toutes les librairies des villes françaises. En outre, les réseaux sociaux se sont appropriés le texte pour en dénoncer, à leurs yeux, le caractère néfaste et libéral. En Allemagne, nous disions alors qu'au moins en France, il y avait matière à débattre.

Thomas Petersen : Les Français devraient cesser de croire que tout va mieux en Allemagne. En 2009, année de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui a apporté des modifications fondamentales au fonctionnement de l'UE, j'ai procédé à une analyse du contenu de l'information du magazine *Der Spiegel*, média leader en Allemagne. Si je me souviens bien, quelque 0,8 % de toute l'information concernait l'Europe. Pas un seul article dans le premier tiers des numéros ; aucun article ne dépassant une page. Le poids de l'attention médiatique accordée à cette profonde réforme de l'UE était le même que s'il s'était agi de la politique économique de la Biélorussie ou d'une réforme monétaire en Corée du Nord. Peu après, dans un sondage, l'IfD a demandé : « *Savez-vous qui est Herman Van Rompuy ?* ». 2% des Allemands savaient qui il est. Voilà pour le thème : tout va mieux en Allemagne.

Christian Lequesne : Je ne suis pas de l'avis que c'est la presse qui fait le débat public. Je pense que c'est le débat public qui influence la presse et que si l'on parle peu de l'Europe dans les journaux, c'est tout simplement parce que la demande de débat public est assez faible. Je voudrais – et là je suis en désaccord peut-être avec Isabelle Bourgeois – dire que c'est peut-être dans la presse quotidienne de province qu'on a les efforts les plus marquants. Le système de distribution du quotidien *Ouest France* fait que tous les matins, le journal est présent dans les villages de l'Ouest de la France. Pour l'école, je crois qu'il ne faut pas être trop sévère non plus. Il y a un vrai effort des professeurs d'histoire et de géographie pour enseigner l'Europe qui est au programme des classes de terminale. Pour ce qui est de l'Europe

économique par les professeurs de sciences économiques et sociales, il y aurait peut-être un autre débat. Mais je ne voudrais pas non plus caricaturer.

DÉBAT ET CONCLUSIONS

Question de la salle : Ce qui m'inquiète dans ce nouveau parti AfD, c'est son nationalisme. Et le fait qu'il attire les jeunes, alors même que nous, les jeunes Allemands, n'avons pas été élevés dans une culture développant la conscience et la fierté de l'appartenance à une nation. N'assistons-nous pas à la montée d'un nouvel extrémisme proche de celui d'un Farage ou Le Pen ?

Thomas Petersen : Comme tout parti nouvellement constitué, l'AFD attire des insatisfaits de tous bords qui y cherchent leur salut après avoir échoué dans les autres partis. C'est ce cocktail singulier qui place l'AFD sous les feux de la rampe. Mais Bernd Lucke, le leader de l'AFD, ne peut pas être considéré comme un extrémiste. Encore une fois, l'AFD n'est pas le FN ; ce parti n'en pose pas moins problème.

Sur le nationalisme : ce n'est pas votre génération qui a un rapport ambigu à la nation, mais la mienne et celle de mes parents, marquées par le traumatisme du III^e Reich, tous ses crimes et la guerre. Ce même traumatisme, le sentiment d'infériorité et les angoisses des Allemands ont aussi été une des forces motrices de l'intégration européenne. Or aujourd'hui, les Allemands sont en train de se « normaliser », au sens neutre du terme. Je cite volontiers dans ce contexte cette phrase de l'historien britannique Richard Rowles : « *Il faut un siècle à un peuple pour surmonter mentalement une défaite foudroyante.* » La fin de la guerre remonte à bientôt près d'un siècle, et votre génération n'a plus honte du drapeau national. Or cela irrite nos voisins, habitués à l'idée que les Allemands rechignent à se mettre en avant. Je me rappelle à quel point Angela Merkel avait choqué les Européens du Nord et de l'Est lorsqu'elle avait dit qu'elle représentait les intérêts de l'Allemagne. Imaginez que le président de la France choque ses voisins en affirmant haut et fort qu'il représente les intérêts de la France. Il est normal que la chancelière défende les intérêts de son pays, c'est pour cela qu'elle a été élue. Il faut du temps aux voisins de l'Allemagne pour s'habituer à cette nouvelle normalité.

Question de la salle : Je voudrais juste préciser deux choses ; je ne suis pas eurosceptique et je pense que l'euro est une belle avancée. Je voulais remercier Roland Cayrol d'avoir rapidement, mais fort à propos introduit la problématique de la proportionnelle en ce qui concerne la France. Le FN représente 24 % aux dernières élections européennes. 43,5 % du corps électoral s'est prononcé. Est-ce qu'on ne peut pas se poser la question en France des limites du scrutin de circonscription uninominal à deux tours, qui peut faire en sorte qu'un parti en tête à l'élection ne soit presque pas représenté au Parlement ? Faut-il attendre que ce parti atteigne 30-35% des voix pour qu'il ait une représentation et que les effets du mode de scrutin se trouvent démultipliés ?

Question de la salle : Est-ce que vous ne croyez pas que le sujet du chômage mérite aussi d'être creusé, indépendamment des problèmes d'immigration et de religion, avec la montée des extrêmes islamiques qui devrait nous renforcer dans la discussion européenne ? Vous avez très justement, Thomas Petersen, souligné que l'Allemagne est très sensible au projet européen quand elle est en difficulté, comme voisine de la Russie et de l'Ukraine. Dès lors, est-ce que l'on va vers plus de discussion européenne ?

Question de la salle : En France comme en Allemagne, connaît-on la tranche d'âge des personnes ayant participé au vote le 25 mai ?

Michèle Weinachter, maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise et chercheur associé au CIRAC : Pourquoi le débat public a-t-il peu ou mal lieu en France par rapport à l'Europe, mais aussi par rapport à la mondialisation ? Une partie de la réponse pourrait être que c'est un problème culturel d'ouverture des Français au monde. Mais cela ne suffit sans doute pas et j'attends des éclaircissements complémentaires.

Isabelle Bourgeois : J'ajouterais la question : et la suite ? Comment continuer dans la voie de l'intégration politique ?

Roland Cayrol : Concernant le mode de scrutin, il est vrai sans doute qu'il est de plus en plus étrange de vivre dans des pays où des partis qui réunissent 18 % à 25 % des voix ne sont pratiquement pas représentés au Parlement. Cela pose chaque fois le problème de la représentation proportionnelle. Je voudrais simplement vous rappeler qu'à la dernière élection présidentielle française de 2012, tous les candidats sans exception se sont prononcés pour l'instillation d'une dose de proportionnelle dans les élections législatives. Donc théoriquement, s'il y avait une proposition de ce genre, elle devrait avoir le vote unanime de l'Assemblée nationale et du Sénat. Après on peut se demander pourquoi, de temps en temps, les partis ne tiennent pas leurs promesses. Mais sur le plan théorique, cela devrait être acquis. Les électeurs peuvent se reporter vers chacun des partis pour lesquels ils votent et leur demander où ils en sont par rapport à cet engagement.

Pédagogie en France autour du référendum de 2005

Par ailleurs, en ce qui concerne le débat public, il y a eu, en 2005 sur le référendum, un incroyable débat public dans ce pays, pas seulement sur les réseaux sociaux, mais dans toutes les villes de France. J'ai participé à une trentaine de débats. Les gens étaient quasiment devenus des experts du traité. Une passion avait pris les individus, ce qui prouve que c'est possible. Et pourtant, l'objet n'était pas si simple à contrôler. Une pédagogie forte a eu lieu. Je pense que le fait que, malgré le rejet de ce référendum européen, nous avons ensuite adopté par une voie parlementaire à peu près exactement le même traité, n'a pas été très bon pour que vive dans ce pays le sentiment que l'Europe était démocratique. Non seulement les 55 % de gens qui ont voté non ont estimé qu'ils avaient été privés de leur victoire, mais également beaucoup d'électeurs qui avaient voté oui ont ressenti un malaise par rapport au fait que, contrairement au parallélisme des formes habituelles de nos démocraties, on oubliait le peuple et que deux à trois ans après, on votait quand même. Je ne dis pas que c'est une explication *ad vitam aeternam*. Cela va finir par disparaître. Néanmoins, il me semble que cela pèse sur l'image de la démocratie européenne.

Deux mots simplement pour dire qu'en France, les personnes qui ont le moins voté aux élections européennes sont les plus jeunes. En France, quelle que soit l'élection, plus on est jeune, moins on vote.

L'image de la démocratie en Europe

Sur les perspectives, je dirais essentiellement deux choses. Premièrement, le thème de la démocratie en Europe est important. On nous a annoncé lors de la campagne que désormais, le candidat proposé par le Conseil européen pour la présidence de la Commission devrait être élu par la majorité du Parlement européen. Je sais bien qu'il peut y avoir discussion sur ce que veut dire « prendre en compte », mais il ne peut pas y avoir de discussion sur le fait qu'il y ait un vote majoritaire du Parlement européen. Je ne suis pas un admirateur de Jean-Claude Juncker. Je ne suis pas de ceux qui ont trouvé qu'il a fait une campagne exceptionnelle, mais je suis de ceux qui pensent que s'il n'était pas président de la Commission européenne, cela ternirait de nouveau l'image de la démocratie en Europe. Au Parlement, il existe une coalition composée des sociaux-démocrates, des libéraux, des chrétiens-démocrates et des Verts. Il est clair que c'est le représentant du parti le plus important qui doit être choisi par le Conseil européen. Si ce n'est pas Jean-Claude Juncker, je ne donnerai pas cher de l'image que va donner le Conseil européen.

Accepter les transferts de souveraineté

Deuxièmement, bien que j'aie essayé d'être plutôt positif dans mon regard sur les élections européennes et de limiter l'ambiance incroyablement eurosceptique autour des élections, mon opinion est que quand on sort dans cet état-là d'élections européennes à 28 et dans l'état actuel du débat européen, les gouvernants des Vingt-Huit sont devant une nécessité vitale de faire plus d'Europe et d'accepter de

véritables transferts de souveraineté. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra à nouveau susciter un espoir dans l'opinion et dans la réalité de nos sociétés. Il faut nous mettre d'accord à 28 – ou à moins – pour faire des pas en avant vers l'Europe. Sans quoi je pense que comme depuis dix ans, nous aurons de moins en moins d'Europe.

Thomas Petersen : En ce qui concerne la participation électorale des différentes classes d'âge en Allemagne, l'abstention est, comme en France, également plus marquée chez les plus jeunes. Mais il ne s'agit pas là d'un signe de défiance envers la politique. Les électeurs plus âgés sont fortement politisés. Ils ont grandi dans un monde où tout était politique et ne peuvent pas concevoir de ne pas aller voter, tandis que la jeune génération se sent peut-être un peu moins concernée, ce qui se répercute sur son taux de participation électorale.

J'aimerais évoquer aussi le rôle que joue dans la montée des extrêmes une modification récente du mode de scrutin allemand. Normalement, un parti doit obtenir 5 % des voix pour entrer au Bundestag ou dans un parlement régional. Cette disposition est un enseignement tiré de l'instabilité de la République de Weimar dont la multiplication des mini-partis plus radicaux les uns que les autres avait scellé la fin. Or la Cour constitutionnelle fédérale vient de supprimer ce seuil pour les élections européennes, estimant qu'il n'est pas démocratique puisqu'il interdit de fait aux électeurs des petits partis de participer à la démocratie dans l'Union. C'est la raison pour laquelle, pour la première fois, se trouvent représentés au Parlement européen des formations aussi peu conventionnelles que celle défendant la protection des animaux ou la fidélité à la Bible – et aussi le parti NPD. Que ce dernier ait un député européen est la conséquence arithmétique du fait qu'il suffit désormais, étant donné la taille de l'Allemagne, de moins de 1 % des voix pour avoir un siège au PE.

J'ajouterai un dernier mot sur les médias. Les théories de la communication de ces 50 dernières années nous ont appris que ce sont les médias qui déterminent de quoi on débat dans l'espace public, qui en fixent l'ordre du jour : on appelle cela la fonction d'*agenda setting* des médias. Autrement dit, si nous voulons qu'ils prennent au sérieux les questions européennes, qu'ils considèrent que les élections européennes sont là pour élire un Parlement européen et non pour désavouer un gouvernement national, il nous faut convaincre les journalistes de l'importance de l'Europe. Ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à amener les citoyens à s'intéresser à l'Europe.

Isabelle Bourgeois : Il faudrait peut-être cibler aussi les rédactions centrales et voir ce que cela rapporte en recettes publicitaires, mais c'est encore autre chose.

Christian Lequesne : J'aurais une petite nuance à apporter sur ce point. Je ne surestimerais pas ce que vous avez appelé le pouvoir d'*agenda setting* de la presse et ceci d'autant plus qu'aujourd'hui, la communication ne passe plus uniquement par les journalistes ; elle passe de plus en plus aussi par d'autres formes d'échanges, en particulier tout ce qui a trait aux réseaux sociaux.

Sur la question des Français moins ouverts à la mondialisation et à l'Europe, je ne pense pas qu'il y ait un problème culturel particulier en France par rapport aux autres pays de l'UE. Les classes supérieures par exemple sont plutôt bien adaptées à la mondialisation en France. Il est intéressant de constater le décalage entre les pratiques et le discours. Il y a des sujets sur lesquels nous allons devoir travailler, en particulier sur le fait que les parents envoient de plus en plus leurs enfants faire leurs études supérieures à l'étranger. Cela devient aujourd'hui un phénomène à étudier. Or, socialement, ces jeunes sont très ciblés. Par ailleurs, il est difficile de simplifier et de vulgariser le thème de la mondialisation et de l'Europe, notamment à partir de catégories simples que nous connaissons dans la politique. Nous revenons toujours à des grilles de lecture. Or tout cela, quand on parle d'Europe, n'entre pas très souvent dans ces grilles de lecture gauche/droite, majorité/opposition auxquelles les cultures politiques nationales nous ont habitués.

Je terminerai en disant que je partage absolument ce qui a été dit sur Jean-Claude Juncker. Je pense que si le Conseil européen l'écarte, il s'agira d'une régression de la démocratie européenne. Je comprends que l'on ne lui ait pas confié la fonction de formateur – comme on dit en Belgique –, parce que pour l'instant, nous en sommes aux procédures et nous avons voulu respecter la lettre des traités. Mais au final, je trouverais grave que l'on choisisse quelqu'un d'autre. Or David Cameron, qui se prononce contre, a quelques soutiens de la part des chefs d'État et de gouvernement. Bien qu'Angela Merkel n'ait pas une passion particulière pour Jean-Claude Juncker, elle est prête à le soutenir dans un compromis final.

Pour conclure, je pense qu'il faut un nouvel agenda positif, qui ne soit pas simplement un agenda de gestion de crise. Il ne faut pas oublier que depuis 2008, l'agenda politique de l'UE est de sortir de la crise. Il va falloir trouver de nouvelles politiques porteuses. Autour de l'énergie, je sens quelque chose qui se dessine et qui, à défaut de faire consensus, comme le montre l'exemple franco-allemand, peut tout de même constituer un thème de débat. Je partage ce qu'a dit Henrik Uterwedde : la controverse, ce n'est pas grave. Il faut de nouveaux thèmes de discussion, et notamment celui de l'énergie.

Henrik Uterwedde : Je pense qu'il est possible de vaincre l'euro-scepticisme. Nous n'avons pas parlé des politiques nationales. Quand la situation économique est favorable, la tentation est peut-être moins grande d'accuser l'Europe libérale et l'austérité. Or il faut arrêter de se voiler la face. On peut également noter un paradoxe dans la coexistence de grandes attentes envers l'Europe et d'un certain euro-scepticisme. L'un explique peut-être l'autre. Quand on pense – notamment sur le chômage – que l'Europe peut tout résoudre, on est susceptible d'être déçu de l'Europe parce que l'Europe ne peut pas tout, comme l'État ne peut pas tout (comme le disait Lionel Jospin en 2000).

Régler d'abord les problèmes au niveau national

L'Europe n'est pas la cause des problèmes actuels de la France. La France pourrait mettre en œuvre en toute autonomie une réforme administrative ou une réforme de la formation professionnelle, face au chômage des jeunes qui sévit depuis des décennies et à la difficulté de passer de la vie scolaire à la vie professionnelle. L'Europe n'empêche pas non plus la France de faire une réforme des universités, d'instaurer une fiscalité et une politique de contributions favorables à l'emploi et à la compétitivité et de mettre en place un cadre réglementaire propice aux entreprises. Il faudrait cesser d'argumenter en termes de « cadeaux aux entreprises » quand on voit que les entreprises françaises font moins de profits, ont plus de charges que les autres et ont moins de réserves pour innover et investir. Il faudrait donc commencer par régler les problèmes au niveau national.

En corollaire de cela, il faut faire la part de ce qui est imputable à l'Europe et de ce que peut faire l'Europe. Comme l'a dit Christian Lequesne, on peut espérer un nouvel agenda européen, dans une réflexion commune. Toutefois, je ne crois pas trop à un agenda doté de nombreux milliards pour remédier au chômage des jeunes. L'Europe, c'est un grand marché qui doit être organisé et qui est propice au développement et à la croissance s'il fonctionne vraiment. En plus de favoriser la mobilité des chercheurs et des universitaires, l'Europe pourrait favoriser aussi la mobilité de la main-d'œuvre et des jeunes, ce dont il est question actuellement.

En ce qui concerne Jean-Claude Juncker, je dirais qu'il y a des limites au consensus et qu'il faut aussi demander à tous – David Cameron inclus – d'accepter un vote démocratique et un vote à la majorité. Une partie de la crédibilité de l'Europe et du Parlement est en jeu.

Intégrer davantage la notion de subsidiarité

Pour conclure, nous n'échapperons pas à un débat de fond sur l'avenir de l'Europe. Que sommes-nous prêts à faire ensemble, à partager en termes de compétences et de ressources ? Après l'élection du Parlement et au regard des événements autour de l'énergie et de Vladimir Poutine notamment, le moment

est peut-être venu de mener un grand débat collectif européen sur ces questions. Le *statu quo* mènera dans le mur. Il nous faut choisir entre la régression d'un côté et, de l'autre, une marche réfléchie vers toujours plus d'Europe, en établissant ce que l'on devra faire en commun en Europe et ce qui peut rester aussi au niveau national. C'est là qu'intervient le maître-mot de « subsidiarité ». Cette notion a été très présente dans le débat européen allemand. Cela consiste à faire faire à l'Europe ce qui est vraiment essentiel là où l'Europe est mieux placée que les nations et les régions pour en assumer les charges, mais aussi à laisser aux nations et aux régions le soin de gérer tout le reste. Or tout le reste, c'est beaucoup. Par conséquent, plus d'Europe peut signifier aussi plus de concentration de l'Europe sur les vraies tâches communes et peut-être moins d'Europe dans d'autres tâches secondaires. Il s'agit d'un vaste agenda non seulement pour ceux qui nous gouvernent, mais aussi pour les citoyens. Il faudra essayer d'organiser et de nourrir ces débats sur l'avenir de l'Europe dans nos pays, mais aussi à travers des cercles franco-allemands et européens.

Christian Lequesne : J'aimerais réagir sur un point. On ne peut quand même pas se moquer complètement de la position de David Cameron parce qu'il a un véritable problème avec la Grande-Bretagne et son parti en particulier. Il estime qu'il doit essayer de sauver la participation de la Grande-Bretagne à l'Union européenne contre les eurosceptiques de son parti, et que Jean-Claude Juncker serait contreproductif. Ce n'est pas un petit argument. Autant l'on peut prendre du recul par rapport à l'avis de Viktor Orbán qui n'apprécie pas Jean-Claude Juncker parce qu'il est l'ami de la Commissaire européenne Viviane Reding, qui a critiqué l'absence de libertés publiques en Hongrie depuis que le Fidesz est au pouvoir, autant, en ce qui concerne David Cameron, la situation est différente. Cela soulève l'enjeu de la victoire éventuelle de ceux qui sont favorables à la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE. David Cameron est défié par de nombreux députés qui suivent cette ligne, y compris et souvent des jeunes députés de la génération des enfants de Margaret Thatcher.

Isabelle Bourgeois : Merci pour ce remarquable débat qui nous a permis de voir que l'Europe n'est peut-être pas si élitiste que cela, que nous faisons aussi preuve de beaucoup de bon sens par rapport aux difficultés que nous rencontrons. Chacun pense selon l'âge, le pays, la culture et toute une série de critères variés. Finalement, le vrai problème de l'Europe, c'est que nous hésitons à nous poser la vraie question : quelle Europe voulons-nous ? Le reste suivra. Le reste, ce sont les outils, les instruments, la méthode. C'est le but qui nous manque.

Les symboles, qui manquent cruellement à l'Europe et qui ont été évacués du Traité de Lisbonne, existent néanmoins. Simplement ils ne peuvent pas apparaître à la surface de l'espace public. L'euro par exemple a un monument en forme de cœur. Mais ce cœur, il faut le cacher soigneusement, par peur qu'il soit l'objet de la colère de tous ceux qui, pour diverses raisons, sont contre l'Europe, l'euro et tout ce que cela implique. Par conséquent, ces symboles existent. On peut y adhérer, mais on n'a pas encore le droit de le dire. Ce que je souhaite après ce genre de débats, c'est que l'on puisse un jour montrer fièrement ce symbole à l'espace public. On peut déjà le voir sur le site Internet du CIRAC, à l'adresse : <http://www.cirac.u-cergy.fr/questions.php>.